

HOMMES ET CHOSES

Revue de la semaine

A LA VEILLEE

Glose hebdomadaire

"L'homme s'agite,
et Dieu le mène"

Coup d'œil de par le monde

Pourquoi pas!—On nous dit que certaines personnes se scandalisent du fait que nous prenions avec autant d'ardeur fait et cause pour la France dans la lutte qu'elle soutient seule contre toutes les forces économiques de l'Allemagne; coalisées pour lui faire perdre le fruit d'une victoire payée de tant de trésors et de sang. Sans le dire bien clairement, ces gens paraissent entretenir des doutes sérieux sur notre loyauté envers l'Empire dont le Canada fait aujourd'hui partie. Dans leur hostilité inconsciente ou voulue, ils ne réalisent point qu'ils créent ainsi l'impression que l'Angleterre souhaiterait voir la France vaincue sur le terrain où la lutte est présente-ment engagée.

Laissons M. Bonar Law, premier ministre d'Angleterre, répondre pour nous à ces gens-là: "Avant de solliciter notre intervention dans la Ruhr pour empêcher la France de réaliser son objectif, demandez-vous donc, messieurs, à qui notre intervention profiterait."

En voilà assez pour nous dispenser de nous disculper. Nous le répétons, nous croirions mentir au sang français qui coule dans nos veines et outrager en même temps l'honnêteté et la justice, si nous ne désirions de tout notre cœur le succès de la France et la juste humiliation du Boche arrogant et malhonnête.

Vaincre ou mourir.—La calme détermination de la France sous les exacerbantes provocations quotidiennement répétées de l'Allemand excite tout autant d'admiration que l'héroïsme déployé sous l'ouragan de fer et de feu déchaîné naguère contre Verdun.

Il faut, en effet, plus de courage pour se contraindre soi-même à endurer avec calme des insultes quand on a la force, qu'il n'en faut pour repousser les attaques de masses plusieurs fois supérieures en nombre.

Le monde étonné regarde agir la France et ne peut s'empêcher de penser à ce qui adviendrait si les rôles étaient renversés.

Déjà, la France a vaincu moralement, et avant longtemps elle verra l'Allemagne à ses genoux.

Qu'on nous pardonne, en écrivant ces lignes de reporter notre pensée à cinquante années en arrière. Bismark tenait alors la France haletante sous son talon de fer. La France ne demanda point grâce: elle paya fièrement jusqu'au dernier liard la rançon arbitrairement imposée par le vainqueur. On vit des Françaises apporter leurs bijoux à la Monnaie et de pauvres filles donner jusqu'à leur chevelure pour libérer plus vite le sol de la patrie.

Faites vous-même la comparaison avec l'attitude prise par l'Allemagne aujourd'hui et votre jugement corroborera le nôtre.

On rencontre cependant encore des gens assez naïfs, ou assez insensés pour croire qu'avec le temps l'Allemagne aurait fini par payer et qu'il n'était pas nécessaire d'envahir la Ruhr.

Mais voilà quatre ans qu'on demande à la France d'attendre! Devait-elle attendre toujours? Elle ne le pouvait plus.

Au lieu des 300 francs d'impôts que le paysan français payait avant la guerre, il en paye aujourd'hui 1400 contre l'Allemand 100.

Voyons, nous le demandons à tous les gens raisonnables, n'est-ce pas révoltant et bien suffisant pour justifier l'occupation de la Ruhr?

La France, lasse, à bout de force et de patience, a adopté la seule méthode qui convienne aux Boches, la seule qu'ils connaissent et respectent: la force.

Par son action la France a forcé l'Allemagne à abattre son jeu et aujourd'hui le monde est fixé sur les intentions de celle-ci.

Que veut la France.—M. Poincaré, le président de la République française, va nous l'apprendre.

Après s'être demandé: "Que voulons-nous?", M. Poincaré répond: "Deux choses seulement: être dédommagés de nos ruines et n'être plus attaqués. Dans la Ruhr comme sur le Rhin, nous ne cherchons rien de plus, mais ce que nous cherchons nous entendons l'obtenir. Ce n'est pas nous qui céderons."

"C'est la restauration de nos régions dévastées qui est en jeu. Que dis-je? C'est l'avenir de la France, c'est la paix de l'Europe. Et cette paix, à laquelle nous ne demandons pas un centimètre carré de territoire allemand, cette paix dans laquelle nous ne cherchons que nos réparations et notre sécurité, nous sommes résolus, du moins, à l'établir enfin sur des fondements indestructibles."

Ces paroles de M. Poincaré seront gravées dans l'histoire de la lutte gigantesque que se livrent sur la Ruhr deux peuples puissants.

La France voit juste et l'avenir prouvera que par son action sur la Ruhr elle a sauvé l'Europe et assuré la paix du monde.

Est-ce la guerre!—La Turquie refuse mordicus de sanctionner le traité de paix que les puissances lui ont présenté à Lauzanne.

Qu'en résultera-t-il? Il est bien difficile de le dire.

L'Angleterre ne renoncera pas facilement aux intérêts immenses qu'elle a en ces contrées.

D'un autre côté, elle y songera à deux fois avant de se lancer dans une guerre, qui pourrait dégénérer en une croisade et mettre l'Empire en danger.

Dans tous les cas, une chose est bien certaine: c'est que le Canada,

Les droits du français

LE BULLETIN relatait dernièrement qu'à Montréal, lors de l'assemblée générale annuelle des éleveurs de bétail ayrshire, dont les membres se recrutent surtout en Québec et en Ontario, toutes les délibérations ont eu lieu en langue anglaise, et tous les discours ont été prononcés en langue anglaise; cela dans une ville française, une province française et chez une association où les membres de langue française et de la province française sont numériquement supérieurs à ceux de n'importe quelle autre province de langue anglaise, sans même excepter l'Ontario, puisque l'un des derniers rapports de l'Association indique 853 membres du Québec, mais 537 seulement de l'Ontario. L'écart, on le voit, est assez considérable.

dans les dettes jusqu'au cou pour au moins une centaine d'années à venir, en a assez de la guerre.

Cette affaire de la Turquie n'est pas assez propre non plus pour que les Canadiens-français s'enthousiasment bien fort pour elle.

On ne va pas comme ça se faire tuer sans savoir au moins pourquoi.

On nous parle de liberté—c'est un mot que l'on trouve souvent sur les lèvres des oppresseurs—de la liberté des Détroits dont les puissances se sont emparés à leur profit, après s'être engagées à les donner à la Russie, puis à les rendre à la Turquie. Du propre, comme vous voyez.

On criera peut-être "au salut de l'Empire". S'il est en danger, la politique louche de l'Angleterre en est la cause. Eh bien! qu'elle le défende son empire et qu'elle nous fiche la paix.

Nous n'avons cure des appétits toujours grandissants des magnats anglais et d'intérêts cupides absolument étrangers au Canada.

Péril jaune.—On parle beaucoup au Parlement canadien de ce temps-ci d'immigration et de "péril jaune". Des voix de la Colombie britannique nous mettent en garde contre l'invasion des races jaunes. Avec l'arrivée du Japon au quatrième ou cinquième rang des puissances mondiales, ce danger n'est peut-être pas aussi éloigné qu'on serait de prime abord porté à le croire.

Cette invasion rappellerait celle des Barbares au déclin de l'Empire romain. L'Église sut transformer ces Barbares en chrétiens. Pourquoi ne ferait-elle pas la même chose des Japonais et des Chinois. N'a-t-elle pas toujours la même vitalité, la même puissance qui lui vient de Dieu? Le grand empire chinois ne comptait que 200,000 catholiques en 1800. Il en compte aujourd'hui plus de deux millions.

N'est-ce pas un progrès consolant! Sans doute voudrait-on un mouvement de conversions plus accentué, mais les ouvriers sont encore si peu nombreux dans cette partie de la vigne du Seigneur.

Pierre Fouille-Partout.

Les assemblées annuelles de cette société ont lieu alternativement à Montréal et à Toronto.

(Aux assemblées de Montréal, au moins, que les membres de langue française sont censés fréquenter en nombre, les délibérations devraient avoir lieu en français).

Alternativement aussi l'Association se donne un président de langue française, puis de langue anglaise. Il serait donc relativement facile au premier de faire en sorte, qu'en temps et lieu convenables, les affaires de l'association soient traitées en la langue de la province qui fournit une aussi forte majorité de membres.

Mais pour cela il faut au président et à ses collègues l'appui moral et l'appui actif des sociétaires de langue française. Il est nécessaire, entr'autres conditions, que ces derniers assistent aux assemblées, et qu'ils prennent part aux débats, usant autant que possible de leur langue maternelle.

Cela ne veut pas dire qu'il faille apporter aux assemblées un esprit arrogant ou agressif; qu'il faille, parce que l'on s'y sentirait en majorité, se conduire en matamore.

Non! certainement non!

Mais entre l'indifférence ou la veulerie, et le fanatisme ou l'arrogance, il est un juste milieu. On n'y perd jamais, d'ailleurs, dût-on parfois se montrer très énergique, on y gagne toujours à être courtois, en tout et partout.

* *

Il y a douze ou quinze ans, à l'exposition d'hiver d'Ottawa une association agricole dont les membres se recrutaient dans les deux vieilles provinces, tenait ses assises annuelles, qui consistaient en délibérations et en conférences. L'assistance était forte de trois à quatre cents personnes.

L'heure des conférences ayant sonné, le président, un anglo-canadien, demanda par trois fois à l'auditoire, s'il désirait entendre des conférences en français. "Nous avons des conférenciers Canadiens-français, ajouta-t-il. Plus fortunés que la plupart d'entre nous, ils parlent indifféremment les deux langues. Aussi, si dans l'auditoire dix personnes seulement préfèrent entendre parler français, elles n'ont qu'à se lever, et les conférenciers seront heureux de se rendre à leur désir."

Le croiriez-vous?

Sur au moins trois cents individus présents, dont un bon nombre de canadiens français, il ne se trouva pas même dix justes; je veux dire dix auditeurs assez énergiques ou assez clairvoyants pour se lever. Je le sais, parce que j'étais présent, et qu'en la circonstance, je ne fus guère plus perspicace que les autres, pas plus énergique que mes compatriotes présents, en tout cas.

O respect humain, voilà de tes coups!

Il est vrai qu'il y a de cela une quinzaine d'années.

Aujourd'hui, sans doute, les choses se passeraient autrement, surtout à Ottawa.

Quoi qu'il en soit notre négligence de ne pas exiger du français en ces occasions nous a fait grand tort. Cette négligence a considérablement diminué notre influence, lentement mais sûrement miné notre prestige. De plus, cette négligence coupable nous a fait et nous fait perdre encore beaucoup d'argent.

C'est ce que nous prouverons, ou plutôt c'est ce que prouvera la semaine prochaine une autorité en la matière.

C. L'HABITANT.